

**MUZIONI**  
***CÙ DUMANDA D'ESAMI PRIURITARIU***

- **DIPUSITATA DA** : Alexandra BISCHOF pè u gruppu « *Ghjuventù Naziunalista* »
  - **UGHJETTU** : Politique d'accompagnement et d'insertion professionnelle
- 

**CONSIDERANT** les problématiques liées à la précarité et le taux chômage considérable relevé lors des Assises de la Jeunesse le 14 novembre 2019.

**CONSIDERANT** qu'il est fondamental d'améliorer cette situation pour ne pas que la Corse s'installe durablement dans cette situation.

**CONSIDERANT** les écarts importants qui peuvent se creuser au sein de notre société.

**CONSIDERANT** que la Corse peut s'inspirer de certains dispositifs novateurs et efficaces afin de renforcer sa politique sociale.

**CONSIDERANT** que dans certains établissements, comme le conservatoire de Paris, un observatoire destiné au suivi du parcours des élèves a été mis en place afin d'évaluer et d'optimiser les actions d'accompagnement à l'insertion, d'ajuster le choix des cursus et leur contenu aux offres disponibles.

**CONSIDERANT** que cet outil centralisateur spécifique aux jeunes a pour but de suivre l'évolution du marché du travail, de mettre en place une méthodologie prospective, de recueillir des informations afin d'anticiper et d'élaborer un programme efficient.

**CONSIDERANT** que des fonds européens existent dans le cadre de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale fin de renforcer les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes et que la Commission Européenne se montre sévère sur l'efficacité des dispositifs

français par exemple, les missions locales qui éprouvent des difficultés à proposer des services appropriés aux demandeurs d'emploi.

**CONSIDERANT** que certains pays européens comme la Suède ont mis en place un système de formations et d'accompagnement, notamment un réseau d'environ 150 « écoles populaires » (folkhögskolor), dont les cours gratuits visent à l'apprentissage de métiers très variés. Ces centres délivrent des formations de quelques mois jusqu'à trois ans, la plupart sont associatives.

**CONSIDERANT** que certaines initiatives similaires existent en France, comme en Nouvelle Aquitaine où a été mise en place une plateforme de repérage et d'accompagnement d'insertion professionnelle, déployée dans tous les territoires notamment ruraux, avec des intervenants du secteur éducatif et de l'insertion professionnelle, en charge de repérer les jeunes et de les orienter dans leurs choix. (Un accompagnement renforcé, en partenariat avec des acteurs du territoire.)

### **L'ASSEMBLEA DI A GIUVENTÙ DI A CORSICA**

**DEMANDE** la création d'un organe centralisateur consacré à l'insertion professionnelle grâce à la mise en place d'un référentiel chargé de recenser l'ensemble des données qui aurait pour mission de : proposer des politiques de prévention et de régulation, qui permettrait à chaque jeune chômeur de bénéficier d'un suivi, d'une prise en charge, d'un accompagnement personnalisé ainsi que de formations adaptées à son profil et ses compétences.

**DEMANDE** que ce dernier coordonne des partenariats et serve de passerelle entre les institutions existantes pour que les jeunes puissent bénéficier d'échanges avec des professionnels étrangers.

**DEMANDE** à l'Assemblée de Corse de mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement des jeunes chômeurs dans la recherche d'emploi et de formations adaptées, basé sur les expérimentations innovantes précitées.